



# Doit-on tourner à tout prix ?

## ENQUÊTE

Comment se concentrer sur son art et son travail quand on s'inquiète de la façon de boucler ses fins de mois ? Et si les raisons de l'impopularité de notre cinéma se nichaient aussi dans la précarité qui frappe le milieu audiovisuel ?

Depuis 2020, Pauline Duclaud-Lacoste ne sait plus où donner de la tête : l'ASBL Feed the Culture, qu'elle a créée en période de crise sanitaire pour subvenir aux besoins primaires des acteurs et actrices du milieu culturel, a déjà distribué plus de 3 000 repas. Et chaque samedi, devant son petit local sans chauffage du passage Rogier, ce sont des dizaines de nécessiteux qui font la file pour récupérer des invendus issus de la grande distribution.

### Travailler plus pour gagner moins

« Le Covid a eu de grandes conséquences sur le secteur culturel, raconte ce petit bout de femme énergique, par ailleurs descendante directe de... Georges Méliès. Les gens pensaient que, par une opération du Saint-Esprit, tout allait redevenir comme avant. Mais la consommation de la culture a beaucoup changé, les cartes ont été rebattues. Et la crise économique est venue se greffer là-dessus. »  
Résultat : la culture, elle aussi éparpillée au sein d'une grande lasagne institutionnelle (au fédéral le statut d'artiste, aux Régions l'économique, aux Communautés la politique culturelle), a difficilement encaissé le double choc, poussant dans la précarité une population encore trop souvent vue comme une vilaine profiteuse, vivant aux basques du chômage ou de subsides publics.

« On pourrait leur reprocher de ne pas s'être réunis pour lutter, mais tous ces gens sont épuisés, insiste Pauline Duclaud-Lacoste. Et comment penser à

l'intérêt général quand on doit déjà songer à survivre ? Leur priorité, ce n'est pas d'être bankable, c'est de manger. »  
Tous les secteurs sont représentés parmi ces précaires de la culture. Et l'audiovisuel n'échappe pas à la règle : « On a même accueilli, grimace la responsable de Feed the Culture, un lauréat du Festival de Cannes pendant un peu plus d'un an. » Comme quoi, dans ces métiers « intrinsèquement précaires », la gloire et la vulnérabilité sont parfois voisines de palier.

Ariane (prénom d'emprunt), une bénéficiaire de ce système solidaire qui étudie le cinéma dans une école de la capitale, approuve dans un sourire, un thé brûlant calé entre les mains : « Je travaille dans un café pour payer mon loyer, ce qui me fait parfois rater des cours obligatoires. Il me pompe déjà 500 € sur les 800 € que je gagne par mois. Heureusement qu'il y a Feed the Culture. Mais malgré ça, je suis en mode survie, c'est une grosse charge mentale. »

Que cette jeune femme d'une bonne vingtaine d'années soit étudiante n'est pas anodin : il se trouve que la Belgique compte beaucoup d'écotout d'artiste, aux Régions l'économique, aux Communautés la politique culturelle), a difficilement encaissé le double choc, poussant dans la précarité eux de nombreux étrangers

« Il y a des employeurs malhonnêtes. Mais eux-mêmes ont souvent le couteau sur la gorge, parce qu'ils n'ont pas les financements »

« Comment penser à l'intérêt général quand on doit déjà survivre ? Leur priorité n'est pas d'être bankable, c'est de manger. »

**Le tournage d'un film, ça coûte cher. Mais quand on rogne les budgets quand même, ce sont souvent les techniciens qui trinquent.**

— Français pour l'essentiel — qui tendent à rester travailler chez nous. Trop ? Michel Wouters, professeur à l'IAD, et qui en fut longtemps le directeur, n'est pas de cet avis : « Qu'ils soient Français n'est pas un problème : c'est l'Europe, il faut jouer le jeu. Non, si précarité il y a, elle est plutôt à aller chercher du côté des techniciens, qui doivent travailler sur des productions aux budgets de plus en plus rabotés. » Une responsable de l'ASBL Hors Champ, qui représente les techniciens du secteur — monteuses, preneurs de son, etc. — au sein de la Chambre de concertation du cinéma, abonde dans ce sens : « Nous ne sommes pas si nombreux que ça sur le marché, ça dépend des moments : nos métiers sont par nature intermittents. Et le tax shelter — et plus globalement les grosses coproductions tournées en Belgique — nous permet de travailler, sinon beaucoup, au moins suffisamment. »



EDA - 20393274536

Mais pas toujours avec une rémunération à la hauteur de l'investissement : « On n'est pas, embraie un autre représentant de l'association, dans un milieu sans tension sociale. C'est un monde très compétitif, où on se retrouve à accepter des conditions de travail qui ne sont pas convenables. Le cinéma souffre de cette espèce de cercle vicieux qui s'est enclenché il y a déjà longtemps quand, pour faire des économies, on a par exemple accepté de réduire le temps de travail prévu pour un film. Et c'est quand même difficile de bien faire son travail en moins de temps. »

### Un éléphant dans une Deux Chevaux

Les techniciens sont néanmoins conscients des difficultés rencontrées par les producteurs eux-mêmes : « Il y a des employeurs malhonnêtes, qui ne respectent pas la législation ou notre convention collective, reprend notre

première interlocutrice. Mais on ne peut pas parler de "requins" non plus. Parce qu'eux-mêmes n'ont, bien souvent, pas les financements nécessaires. Ils ont un couteau sous la gorge, et il est devenu "normal" que la variable d'ajustement, ce soient les travailleurs. » Une idée avec laquelle ils ne sont pas d'accord. Difficile de vraiment se plaindre, toutefois : « Les gens ont extrêmement peur. Notamment d'être "blacklistés", et de ne plus pouvoir travailler ensuite. »

Pas étonnant, dans ce contexte, que chez Hors Champ, on n'apprécie que modérément la création, au sein même du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel (CCA) de la Fédération Wallonie-Bruxelles, d'un fonds destiné aux « productions légères », qui n'offre qu'une aide à la production de désormais 150 000 € aux projets retenus, dessinant ainsi les contours d'un tout petit budget

« On croit encore trop souvent que ce qui compte, c'est de faire des films à tout prix. Mais à l'arrivée, ça ne sert personne. »

(voir ci-contre). Avec les contraintes économiques et salariales que cela suppose pour l'équipe technique : « Faire un film, ça a un prix. Et si vous ne mettez pas ce prix-là, c'est au détriment de tout le monde, mais aussi de la qualité du film. Que l'administration entérine cela dans un statut à part entière, c'est un non-sens complet. »  
Xavier Seron, parvenu à monter une comédie via le fonds « productions légères » avec *Chiennes de vie*, film d'ailleurs en lice pour six Magritte samedi dernier, comprend ces réticences. Il défend toutefois l'idée. Moins sa mise en pratique : « Il y a

des barèmes, on les respecte. Mais c'est comme si vous essayiez de mettre un éléphant dans une Deux Chevaux : on tente de faire tenir le tournage en 20 jours, donc on va se mettre d'accord avec l'équipe pour peut-être prêter 9 heures quotidiennement, au lieu de 8. Et au final, quand on additionne les heures supplémentaires, ça correspond certainement aux jours qui nous manquaient pour tourner le film. C'est la passion qui fait le reste. »

« Je comprends, conclut notre contact chez Hors Champ, que le principe de ces productions discount permette de monter des projets plus rapidement que via la filière classique. Mais elles sont encore et toujours basées sur cette vieille conception qui veut que ce qui compte, c'est de faire des films à tout prix. Eh bien non, pas à l'arrivée, ça ne sert personne. Et ça ne sert pas la culture non plus. »

MICHAËL DEGRÉ

## Productions légères : quand l'administration fait de la récup

En recyclant le projet « Cinéastes Associés » soutenu en son temps par Fadila Laanan (PS), le CCA a mis en place un fonds de soutien pour les films fragiles qui échappe aux règles de sélection en vigueur pour la filière « classique ».

C'est l'histoire d'un projet soutenu, en son temps, par Fadila Laanan, lorsqu'elle était ministre de la Culture en Fédération Wallonie-Bruxelles (2004-2014). Pour mieux soutenir une initiative émanant de quelques cinéastes zélés (Frédéric Sojcher, Vincent Lannoo, etc.), la socialiste avait accordé un subside à un projet baptisé « Cinéastes Associés ». L'objectif ? Réaliser, chaque année, deux longs-métrages avec un « microbudget ». Et permettre à des films qui n'auraient jamais existé via la filière classique de voir le jour. À l'instar du *Miss Mouche* de Bernard Hallut, seule réalisation du créateur de l'univers de *Bla-Bla*.

Le concept vous fait penser à quelque chose ? Bien vu : depuis 2017, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel (CCA) a monté son propre projet « low budget » avec le fonds « productions légères ». Et en « oubliant » de préciser où il avait pu dénicher une idée aussi originale, y compris lorsqu'il s'est agi pour Jeanne Brunfaut, patronne du CCA, de l'étaler en long, en large et en travers dans *Les Cahiers du Cinéma* en novembre dernier. L'un des réalisateurs à l'origine du projet « Cinéastes Associés » n'avait pas besoin de ça pour la trouver saumâtre : « Voilà comment une initiative qui marchait a été cassée pour se retrouver dans les mains du système », résume-t-il anonymement.

Frédéric Sojcher, un de ses comparses de l'époque, se montre plus mesuré : « Nous étions tous bénévoles, et nous n'aurions plus été capables de porter ce projet longtemps, avec nos agendas respectifs. Toute la partie sélection et suivi se faisait sur notre temps personnel. Ce qui est dommage, dans le cas du fonds productions légères, c'est de s'attribuer tout le mérite, et de ne pas avoir l'honnêteté intellectuelle de

rappeler qu'il a été construit sur ce que nous avons mis en place. J'aurais préféré, aussi, qu'il existe en dehors du CCA, et indépendamment de lui : ça aurait constitué un guichet supplémentaire. Mais pour le reste, je suis heureux de cette initiative, qui permet à des œuvres plus fragiles d'exister. »

### L'ombre du Palace sur le jury

Ou, comme le disait Jeanne Brunfaut dans notre édition de lundi, de « faire émerger de nouvelles sociétés de production et de les aider à se consolider ». Cela n'a pas empêché cinq maisons de production parmi les plus soutenues ces dix dernières années par la Commission du Cinéma de se voir attribuer 8 aides (de 100 000 à 150 000 €) sur les 31 attribuées dans le cadre du fonds productions légères depuis qu'il existe (2017).

Plus embêtant : la façon dont le jury chargé de sélectionner les projets est constitué. « C'est l'administration, nous dit Jeanne Brunfaut, qui fait une proposition au cabinet (NDLR : de la ministre), puisque le jury change chaque année. » Mais en réalité, c'est loin d'être le cas et on a surtout l'impression que ce fonds et son jury ont été noyautés par le CCA que dirige Éric Franssen, le... mari de Jeanne Brunfaut. Ainsi, Nicolas Gilson, son programmeur, a-t-il fait partie de cinq des six derniers jurys chargés de statuer. Il a notamment cumulé les jurys 2022 et 2023, comme trois autres de leurs membres, ce qui n'est pas neutre. Notons aussi que Julie Frères y a représenté à deux reprises (2021 et 2023) l'atelier de production (subsidé) Dérides des frères Dardenne, alors que le cadet (Luc) siège au conseil d'administration du Palace. Tout comme un certain Patrick Quinet, le très influent patron d'Artémis Production, largement évoqué dans notre édition de lundi. « Et tout le monde sait que Nicolas Gilson (NDLR : aussi membre de la Commission du Cinéma) est le petit soldat de Quinet », dénoncent, presque à l'unisson, deux de nos informateurs.

Bref, là où la Commission du Cinéma est bien obligée de suivre des règles balisées par voie décrétales, le fonds productions légères semble, lui, faire son petit marché comme il l'entend pour composer son jury, et suivre des règles qui lui sont propres. Avec les suspicions que ça peut générer... et que ça génère évidemment. MLD.



IRINAVY PRATAP SINGH - STOCK.ADOBE.COM

WWW.LAVENIR.NET  
Scannez le code pour découvrir notre dossier complet sur le cinéma belge





# Dis-moi ce que tu regardes...

## ENQUÊTE

Le spectateur boude-t-il notre cinéma parce qu'il ne s'y reconnaît pas ? La diversité est un enjeu désormais pris au sérieux. Trop, estiment même certains. Et a priori, ils ont tort.

**S'**il lui arrive de dysfonctionner, le cinéma belge francophone a parfois aussi le mérite de se poser de bonnes questions. Depuis 2018, la diversité est ainsi au cœur de ses réflexions, et de celles du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel (CCA). C'est alors, en effet, que l'organe de financement et de régulation de la Fédération Wallonie-Bruxelles a demandé à Sarah Sepulchre de mener une analyse genrée des œuvres audiovisuelles produites et réalisées avec son soutien.

« La société, se souvient la professeure de l'Université catholique de Louvain, commençait à être traversée par des questions liées au genre, et c'est d'abord sur ce sujet que nous avons axé notre travail. Il s'est ensuite logiquement élargi, en même temps que notre méthode s'affinait, pour se pencher sur des questions d'origine, d'âge, de classe sociale, mais aussi de validisme, d'orientation sexuelle, de religion et même, depuis peu, des questions liées à la corpulence des personnes représentées. » Après six années, de grandes



En 2009, beaucoup de jeunes Bruxellois s'étaient reconnus à travers « Les barons ». Et le film de Nabil Ben Yadir avait été un grand succès dans les salles, surtout dans la capitale.

tendances apparaissent, même si elles évoluent « en fonction des années et des projets », relate Sarah Sepulchre, qui insiste sur le fait qu'elle n'est pas là pour « donner des instructions ». « Je brosse, ajoute-t-elle, un portrait-robot de notre cinéma sur ces questions. Et on voit effectivement des tendances : une prédominance des personnages blancs, ou le fait que lorsqu'une religion est abordée, c'est souvent l'islam, et souvent dans des films liés au terrorisme ou à la radicalisation, comme encore récemment avec Amal. »

Yamna Atlassi, une coach en diversité également employée par le CCA pour conseiller les cinéastes bénéficiaires d'une

aide à l'écriture depuis 2022, est là pour éviter à certains créateurs, de basculer dans ces clichés parfois trop faciles : « Ce qui compte, ce n'est pas tant l'obligation de recourir à la diversité dans un film, puisque la diversité est, par définition, partout. Je ne suis pas là, non plus pour établir une check-list ou imposer un casting Benetton. Non, ce qui importe, c'est la fa-

« Il y a zéro critique de ma part, mais il est évident qu'on raconte une histoire à partir de qui on est, de notre vécu. »

çon dont on va dépeindre les personnes concernées. Par exemple, on va souvent représenter les gens noirs comme aimant faire la fête, ou du sport, mais pourquoi ne pourraient-ils pas être banquiers ? »

### Wokisme contre quotas

Ces constats peuvent-ils expliquer, en partie, la raréfaction du public qui se rend dans les salles voir le cinéma belge francophone ? En clair : ne pas se sentir représenté à l'écran peut-il nous pousser, ou non, à regarder un film ? L'immense succès bruxellois des Barons, en 2009, ou celui plus récent de La nuit se traîne, entièrement tourné dans la capitale, tendent à le prouver.

Certains craignent toutefois les dérives d'une recherche à tout crin de la diversité, qu'a manifestement et lourdement appuyée le cabinet de la précédente ministre de la Culture en FWB, Bénédicte Linard : « Ils ont imposé, relaie un témoin direct de cette évolution, un féminisme aveugle et des critères woke qui font s'arracher les cheveux de tous les membres de la Commission du Cinéma. » « Mais c'est comme la question des quotas : peut-être faut-il en passer par là », soutient, précisément, l'un de ses membres.

L'institut Geena Davis (que préside l'actrice) a d'ailleurs publié, voici quelques années, une étude venue prouver que les femmes avaient moins envie de voir un film dans lequel elles ne se reconnaissaient pas.

Ce qui amène une autre question, et à passer de l'autre côté de la caméra : qui écrit et qui réalise nos films ? « Il y a zéro critique de ma part, assure Sarah Sepulchre, mais il est évident qu'on raconte une histoire à partir de qui on est, de notre vécu. » La diversité doit donc aussi s'inviter au sein des équipes de tournage : « Oui, et ça commence à changer, observe Yamna Atlassi. D'un autre côté, un homme doit conserver le droit de raconter l'histoire d'une femme, par exemple. Le vrai enjeu, c'est finalement la façon dont vous allez le faire. »

MICHAËL DEGRÉ

## Un cinéma trop bruxellois ? « On manque de diversité »

Si l'on considère que le spectateur aime voir des films dans lesquels il peut se reconnaître, il faut donc que les équipes techniques et créatives soient empreintes, elles aussi, de diversité. C'est une mission à laquelle s'attelle notamment le collectif « Elles font des films », qui œuvre à un cinéma permettant de donner une voix aux femmes et à toutes les personnes « minorisées ». Le renouvellement des membres de la Commission du Cinéma, celle chargée de choisir les projets que financera le CCA, est donc un enjeu majeur, dont on est par exemple conscient du côté de l'ASA, l'Association des scénaristes de l'audiovisuel :

« Il est de notre devoir, reconnaît son président Mathieu Frances, de communiquer l'appel à candidatures émis par le CCA à des profils moins "dominants" dans les commissions. Et je ne parle pas uniquement d'origine ethnique ou culturelle, mais aussi de classes sociales, de stopper une sorte de "bruxellocentralisation". Les gens qui sont dans la commission n'y sont pour rien, ils y vont de bon cœur, et sans a priori, mais si on menait une étude poussée, on verrait qu'il y existe fort peu de diversité. »

### « Comme si on venait de Mayotte »

Un sentiment partagé par certains

cinéastes : « Tous ces gens vivent et siègent à Bruxelles, raconte l'un d'eux sous couvert d'anonymat. Et quand tu t'y présentes en tant que "provincial", c'est comme si tu venais de Mayotte, alors que tu es juste de Charleroi ou de Namur. »

Du côté des exploitants aussi, cette discrimination qui ne dit pas son nom produit ses effets, comme l'explique Vivian Audag, qui gère un cinéma de quartier à Tamines, dans la Basse-Sambre : « Les gens qui sont eux-mêmes dans la précarité n'ont en général pas envie de payer 7 balles pour voir un film qui va leur rappeler leur quotidien. Et pour eux, que ça se passe à Bruxelles, à Paris ou

à New York, c'est chou vert et vert chou. C'est différent à Rixensart, par exemple, où vous pouvez leur passer un film tchèque sous-titré, il y aura toujours du monde. Et pour eux, Bruxelles, c'est juste à côté. »

Ce que confirme volontiers Alexandre Kasim, le patron du Ciné Centre de Rixensart. Il y ajoute même un biais presque sociologique : « Le Ciné Centre ou L'Étoile, dont je m'occupe également à Jodoigne, sont fréquentés par des gens un peu "privilegiés" du point de vue pouvoir d'achat et consommation culturelle. C'est différent, c'est vrai, de ce qu'on peut connaître dans la province plus "profonde". » M.I.D.